Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

AMBASSADE DE FRANCE
EN BIRMANIE

Chroniques de Birmanie

Semaine du 12 au 18 novembre 2018

Rakhine

❖ Processus de rapatriement

→ La commission bangladaise de rapatriement *Refugee Relief Repatriation Commission* a déclaré que la première vague de rapatriement, prévue le 15 novembre, a été suspendue car aucun réfugié ne s'était porté volontaire pour être renvoyé en Birmanie. Environ 1000 réfugiés ont manifesté dans les camps de Cox's Bazar pour protester contre leur rapatriement tant que leurs droits ne seront pas respectés en Birmanie.

→ Le Haut-commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a publié un communiqué le 11 novembre déclarant que les réfugiés Rohingyas devraient pouvoir disposer de toutes les informations sur les conditions de vie en Birmanie pour prendre leur décision de revenir ou non en Birmanie. Le HCR explique que la meilleure façon de donner ces informations aux réfugiés rohingyas au Bangladesh est de leur permettre de voir par eux-mêmes la situation.

→ Michelle Bachelet, la Haute-commissaire pour les droits de l'Homme des Nations Unies, a appelé le Bangladesh à suspendre le projet de rapatriement des réfugiés rohingyas. Michelle Bachelet a déclaré avoir été « témoin de la terreur et de la panique des réfugiés rohingyas de Cox's Bazar qui risquent de retourner en Birmanie contre leur volonté ». Selon la Haute-commissaire, le Bureau des droits de l'Homme de l'ONU continue de recevoir des informations faisant état de violations commises contre la minorité rohingya dans le nord Rakhine.

→ Des habitants de Sittwe prévoient d'organiser une manifestation le 25 novembre pour protester contre la réinstallation de réfugiés dans le sud du township de Maungdaw, le recrutement d'instituteurs rohingyas et l'octroi de la citoyenneté à des Rohingyas se réclamant de l'ethnie Kaman dans le township de Yanbye. L'*Arakan National Party* (ANP), l'*Union Solidarity and Development Party* (USDP) et plusieurs moines bouddhistes se joindront aux manifestations, selon l'un des organisateurs.

→ Un communiqué du gouvernement birman explique que, malgré l'échec de l'opération de rapatriement des réfugiés rohingyas le 15 novembre, les gouvernements bangladais et birman ont renouvelé leur détermination à mettre en œuvre le protocole d'accord bilatéral. Les deux parties ont reconnu que les réfugiés de cette première vague de rapatriement avortée n'avaient pas marqué leur accord pour retourner en Birmanie. Toutefois, 22 000 réfugiés inscrits sur une nouvelle liste soumise à la Birmanie pour vérification ont signé les formulaires pour manifester leur accord, selon le communiqué. Les deux gouvernements ont également confirmé que 440 familles de réfugiés de confession hindoue se sont portées volontaires pour être rapatriés avec la première vague de rapatriement. Cependant, le Bangladesh a fait savoir que les retours ne pourront pas

commencer avant la fin décembre à cause des échéances électorales bangladaises.

- ❖ Transport clandestin de réfugiés vers le Bangladesh

→ Un bateau transportant clandestinement 106 Rohingyas vers la Malaisie a été appréhendé le 16 novembre par la police au large des côtes de la Région de Rangoun suite à une panne de moteur. La police serait ensuite intervenue le 18 novembre dans un camp de déplacés de Sittwe pour y arrêter deux personnes accusées d'avoir organisé le transport clandestin de Rohingyas. Au cours de l'intervention quatre Rohingyas ont été blessés par des coups de feu tirés par la police dans des circonstances encore peu claires.

- ❖ Procès de nationalistes rakhines

→ Le tribunal de Sittwe a déclaré recevables les charges de haute trahison pesant contre l'ancien président de l'*Arakan National Party* (ANP), Aye Maung. Dans un discours prononcé en janvier, ce dernier aurait encouragé la population de l'État Rakhine à profiter de la faiblesse du gouvernement national pour faire sécession.

Processus de paix et minorités ethniques

- ❖ Suspension de la participation de la KNU et du RCSS aux négociations du processus de paix

→ Les dirigeants de la *Karen National Union* (KNU) n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur une nouvelle stratégie à adopter à l'issue de 5 jours de discussions. Par conséquent, la KNU a prolongé la suspension de sa participation au processus de paix jusqu'à ce qu'une décision soit prise. Le groupe armé ethnique Shan, *Restoration Council of Shan State* (RCSS) a publié un communiqué pour annoncer la suspension de sa participation au processus de paix et pour demander à l'armée birmane une nouvelle réunion afin d'obtenir des clarifications sur les différences d'interprétation de l'accord national de cessez-le-feu (NCA).

→ La KNU et le RCSS, considérés comme les deux principaux groupes armés ethniques signataires de l'accord national de cessez-le-feu (NCA), ont également suspendu leur participation au *Joint Monitoring Committee on Ceasefire* (JMC). Dans son communiqué, la KNU indique qu'il y a certaines divergences d'interprétations dans la mise en œuvre du NCA entre les parties prenantes à cet accord.

- ❖ Rencontres informelles entre la commission de paix et certains groupes armés ethniques

→ 4 groupes armés ethniques - le *Restoration Council of Shan State* (RCSS), la *Karen National Union* (KNU), le *Karenni National Progressive Party* (KNPP) et la *Kachin Independence Organisation* (KIO) - ont rencontré séparément la commission gouvernementale de paix au cours de réunions informelles à Chiang Mai en Thaïlande, du 16 au 18 novembre. Un membre de l'*Union Political Dialogue Joint Committee* (UPDJC) a expliqué que ces rencontres avaient été organisées pour, d'une part, discuter du retour à la table des négociations de la KNU et du RCSS. D'autre part, la commission gouvernementale a discuté avec le KNPP des obstacles à la signature par le groupe du NCA.

Situation intérieure

❖ Gouvernement

→ Le président de la République a annoncé la création d'un ministère de l'investissement et des relations économiques extérieures, qui sera en charge de superviser l'aide au développement, les investissements étrangers et de la coordination entre les différents acteurs internationaux. Cette décision, soumise à l'approbation du parlement, a été prise notamment pour encourager les investissements étrangers et faire face aux enjeux géopolitiques croissants dans les investissements étrangers.

❖ Climat

→ Le phénomène météorologique El Niño devrait toucher la Birmanie pendant la saison froide, selon le département de météorologie et d'hydrologie et l'organisation météorologique mondiale. Toutefois, son impact devrait être plus faible que lors de sa précédente occurrence en 2015-2016.

❖ Politique

→ Ko Ko Gyi, un des leaders du *People's Party* fondé récemment, a annoncé que son parti tentera d'établir des alliances avec les partis ethniques en vue des élections générales de 2020. Une troisième force politique aux côtés de la Ligue nationale pour la démocratie (LND) et de l'Union Solidarity and Development Party (USDP) semble cependant difficilement viable, selon les analystes politiques.

❖ Mouvement nationaliste bouddhiste

→ Le moine nationaliste Wira Thu a prononcé un discours devant une foule d'un millier de personnes qui manifestaient en soutien à l'armée birmane à Meihktila le 18 novembre. Wira Thu a déclaré aux journalistes que, selon la loi sur les rassemblements pacifiques, les manifestants doivent informer les autorités locales mais n'ont cependant pas besoin de demander de permission.

Relations extérieures

❖ 33ème Sommet de l'ASEAN

→ Aung San Suu Kyi a participé au 33ème sommet de l'ASEAN à Singapour. Elle s'est également jointe au 2ème sommet pour le projet d'accord de libre-échange *Regional Comprehensive Economic Partnership Summit.*

→ Le premier ministre malaisien Mahathir Mohamad a déclaré dans une intervention aux journalistes en marge du sommet de l'ASEAN que les États membres de l'ASEAN souhaitent que les Rohingyas « reviennent dans leur partie de la Birmanie » en ajoutant que ceux-ci « devraient être traités comme des citoyens ». Mahathir Mohamad a également soutenu que « Aung San Suu Kyi essaie de défendre ce qui est indéfendable » en se référant aux exactions commises dans le nord Rakhine.

→ La conseillère pour l'État a répondu aux critiques formulées par le vice-président des États-Unis - avec lequel elle s'est entretenue en privé - et d'autres dirigeants politiques en marge du sommet de l'ASEAN. Mike Pence avait déclaré auparavant que « la violence et les persécutions exercées par les militaires et les milices qui ont conduit 700.000 Rohingyas au Bangladesh sont sans excuse ». La conseillère pour l'État a rétorqué que le gouvernement birman était le mieux placé pour comprendre la situation dans son pays.

❖ Résolution adoptée à la 3ème commission de l'assemblée générale des Nations Unies

→ Le représentant permanent de la Birmanie aux Nations Unies s'est opposé fermement à l'adoption de la résolution portée par les États de l'UE et de l'Organisation de la Coopération Islamique sur la situation des droits de l'Homme en Birmanie présentée à la troisième commission de la 73ème assemblée générale des Nations Unies. Il a souligné le caractère « partial, non constructif et politisé » de cette démarche qui est une « manifestation claire de l'hostilité et de l'intention dictatoriale des co-auteurs de la résolution à l'égard d'une cible faible ».

Économie

❖ Partenariats dans le secteur pétrolier et gazier

→ Une étude du *Natural Ressource Governance Institute* indique que la *Myanmar Oil and Gas Entreprise* (MOGE) supporte pratiquement la totalité des taxes dues dans le cadre de ses partenariats pour l'exploitation de pétrole et de gaz conclus avec des entreprises étrangères. Le rapport explique que ces contrats ont été conclus à l'époque de la junte militaire quand la MOGE n'était pas en position de force pour négocier des contrats équitables.

❖ Soutien bancaire au secteur minier

→ La Birmanie a ouvert la première banque de développement minier pour fournir des services financiers aux PME actives dans le secteur minier.

❖ Corridor économique Est-Ouest de la région du Grand Mékong

→ La Thaïlande a accordé un prêt de 24 millions USD sur 30 ans pour développer Myawaddy dans l'État Karen, la principale ville pour le commerce frontalier avec la Thaïlande. Ce prêt s'inscrit dans le projet de corridor économique Est-Ouest dans la région du grand Mékong.

Titre : Amusez-vous bien, mais avec prudence

Explication : Lanternes allumées lors de la fête des lumières

Ce document ne prétend pas à l'exhaustivité et ne reflète que des commentaires ou analyses parus dans la presse birmane, qui n'engagent en rien le point de vue propre de l'Ambassade.